

Inhumer le génocidaire rwandais Protais Zigiranyirazo aurait été une injure à la mémoire d'Orléans

Jean-Pierre Chrétien, Vincent Duclert, Hélène Dumas,
Jean-François Dupaquier, Alain Gauthier, Dafroza Gauthier,
Aymeric Givord, Marcel Kabanda, Rachel Lindon,
Alain Nginshuti, Patrick (de) Saint-Exupéry

Libération, 28 août 2025

D'abord annoncée, l'inhumation de l'une des principales figures du génocide des Tutsis au Rwanda a finalement été interdite par le maire. La ville ne pouvait sacrifier son histoire de vie face aux génocides passés et futurs, appuie un collectif d'historiens, d'écrivains et de citoyens.



Protais Zigiranyirazo, beau-frère de l'ancien président Juvénal Habyarimana, pendant son procès devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda, en décembre 2008. (Tony Karumba/AFP)

par Un collectif

La découverte le 24 août de l'inhumation au grand cimetière d'Orléans, précédée d'une messe en l'église Saint-Paterne, prévue le 28 août, du génocidaire rwandais Protais Zigiranyirazo, a jeté la consternation parmi tous les spécialistes du sujet, jusqu'à la décision, mardi 26 août, du maire de la ville, de retirer le permis d'inhumer le défunt mort au Niger, seul pays à avoir consenti à l'accueillir. Serge Grouard, maire de la ville, reconnaît que l'autorisation *«avait été délivrée en méconnaissance du passé du défunt»*. L'évêque d'Orléans annonçait mardi également son refus de la célébration religieuse, finalement maintenue, apprend-on. Mais il s'en est fallu de peu que la double cérémonie ne se réalise.

Et alors la consternation aurait été générale, pour tous les Orléanais, pour tous les Français. Nous allions assister à une célébration du régime génocidaire autour de la figure d'un des principaux dirigeants du Hutu Power responsable du génocide des Tutsis : plus d'un million de morts en cent jours entre avril et juillet 1994 au Rwanda.

Protais Zigiranyirazo était, comme sa sœur cadette Agathe Kanziga, veuve de l'ancien président Habyarimana, les cerveaux du réseau Zéro d'où probablement son surnom de «Monsieur Z». Le réseau Zéro s'était organisé comme un état-major secret préparant l'extermination des Tutsis, gangrenant l'Etat rwandais au vu et su des autorités françaises soutenant le régime, aboutissant à l'élimination du chef de l'Etat le 6 avril 1994 dans l'attentat contre son avion, l'événement déclencheur de la phase finale du génocide.

Rôle central dans le génocide des Tutsis

On dit Protais Zigiranyirazo acquitté en appel par le Tribunal pénal international pour le Rwanda. En réalité les juges internationaux n'ont pas été en mesure de caractériser ses actes qui le montrent, comme le savent les historiens, très impliqué dans la préparation du génocide, dans l'intention de détruire la minorité tutsie. Sans préparation méthodique, sans processus génocidaire, il n'y a pas de génocide. Le rôle de Protais Zigiranyirazo est central dans ce processus comme dans l'évolution meurtrière du régime de son beau-

frère, le général-président Habyarimana, dont il fut l'un des préfets dans la région nord, la plus anti-Tutsis.

Ces obsèques préparées avec soin, en masquant aux autorités tout leur sens militant, sont une étape supplémentaire dans les tentatives de réhabiliter ces acteurs effrayants du dernier génocide du XX^e siècle. Des pérateurs qui n'ont rien regretté du déferlement inouï de violence sur des êtres humains assignés à une «race» ennemie, et qui sont prêts comme en 1994 à «*finir le travail*», mot d'ordre de ces cerveaux anti-Tutsis.

Orléans allait s'offrir à ce spectacle dégradant d'une mise en scène au profit de la haine et du meurtre, nonobstant la charité chrétienne. Et celle-ci a tout de même ses limites, il suffit de se souvenir des centaines de religieux tutsis massacrés par leurs collègues hutus en 1994.

Injure à l'histoire et à la mémoire

C'était une injure à l'histoire et à la mémoire d'Orléans, ville carrefour des camps d'internement du Loiret, antichambre d'Auschwitz-Birkenau durant l'occupation nazie. Pour se souvenir et comprendre, a été créée une institution de renommée internationale, le Cercil (1), dans la ville de Jean Zay, l'ancien ministre de l'Education nationale du Front populaire dont la ministre d'Etat Elisabeth Borne vient de rappeler dans *le Figaro* le patriotisme élevé et le républicanisme intransigeant. Jean Zay assassiné en juin 1944 par

la Milice, les supplétifs français du nazisme.

Orléans célèbre aussi, outre Jeanne d'Arc, l'écrivain Charles Péguy qui a tant fait pour défendre avec Jaurès les Arméniens victimes en 1894 des grands massacres dans l'Empire ottoman, prélude du génocide de 1915.

Orléans ne pouvait sacrifier sa mémoire et son histoire de vigie face aux génocides passés et futurs en accueillant cette double cérémonie, à n'en pas douter une démonstration de force de l'amicale des génocidaires rwandais célébrant l'un des leurs. Le faire-part du défunt Protais Zigiranyirazo écrit précisément, à la suite des temps forts de la cérémonie d'Orléans : *«Nous continuerons à célébrer sa vie.»* Nous voilà prévenus. Si une réponse résolue n'avait pas arrêté cette entreprise de terreur, il était à craindre que l'opération ne se reproduise ailleurs sur le sol national.

Les pouvoirs publics ne peuvent rester indifférents à cette histoire monstrueuse du génocide des Tutsis, au négationnisme toujours menaçant et à la haine anti-Tutsis jamais éteinte y compris dans notre pays où tant de génocidaires sont réfugiés. Ils sont désormais

inquiétés par la justice française avec un office spécialisé de recherche de la gendarmerie. La France ne doit plus être un refuge pour les génocidaires rwandais et leurs dépouilles. La vérité historique, le devoir de justice, l'exigent.

Cela a été dit, avec des mots très forts, par le président de la République, le 27 mai 2021 à Kigali. Il est temps qu'on entende ces mots et que l'amnésie ne recouvre pas des crimes honteux pour l'humanité.

(1) *Le Centre d'étude et de recherche sur les camps d'internement dans le Loiret, aujourd'hui Cercil Musée-Mémorial des enfants du Vél d'Hiv, a été fondé en 1991 à Orléans par Hélène Mouchard-Zay, fille de Jean Zay.*

Signataires : **Jean-Pierre Chrétien**, historien ; **Vincent Duclert**, historien ; **Hélène Dumas**, historienne ; **Jean-François Dupaquier**, journaliste et écrivain ; **Alain Gauthier** et **Dafroza Mukarumongi-Gauthier**, co-fondateurs du CPR ; **Ayméric Givord**, citoyen ; **Marcel Kabanda**, historien ; **Rachel Lindon**, avocate ; **Alain Ngirinshuti**, rescapé ; **Patrick de Saint-Exupéry**, journaliste et écrivain.